

Malgré la prolongation de l'état d'urgence, 94% des Français considèrent toujours que la menace terroriste est élevée



Selon un sondage exclusif Ifop pour Atlantico, et alors que la France n'a pas connu d'attentats depuis quatre mois, un Français sur deux considère que la menace terroriste est très élevée. La communication sur les attaques déjouées par les forces de l'ordre contribue à l'installation de ce climat.

Avec Jérôme
Fourquet

□

□

Atlantico : Quels sont selon vous les principaux enseignements de ce baromètre ?

Jérôme Fourquet : Le niveau de la menace perçue reste très élevé. Ce baromètre a été réalisé après l'annonce récente de l'arrestation de plusieurs individus à Marseille et à Strasbourg qui avaient des projets d'attentats relativement aboutis, et préparaient des attaques imminentes - on a parlé du 1^{er} décembre. Ce climat-là continue d'entretenir un sentiment de menace très prégnant dans la société française. L'intensité est certes moindre que ce que l'on observait cet été, après les attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray, mais quasiment un Français sur deux estime que la menace est très élevée, et cela en dépit du fait que cela fait maintenant plus de 4 mois qu'aucun attentat n'a été commis en France.

L'attentat raté à la bombe de gaz à Notre-Dame de Paris, le démantèlement d'une cellule relativement organisée et armée ces derniers jours créent un bruit de fond dans l'opinion et suscitent une grande vigilance.

Dans ce contexte, la question du terrorisme, qui contrairement à ce que l'on pensait à la rentrée n'a pas été au cœur des débats de la primaire de la droite, a néanmoins joué un rôle. Le décollage de François Fillon dans les intentions de vote a eu lieu au moment de la parution de son livre *Combattre le totalitarisme islamique*, et il a marqué des points lors du deuxième débat télévisé, quand il a indiqué que s'il était élu président de la République, il ferait en sorte que le moins de djihadistes possibles puissent rentrer d'Irak et de Syrie. Ce sujet, qui a fait la Une du Monde il y a quelques jours, inquiète au plus haut point les autorités françaises.

La question terroriste est toujours très présente et diffuse ses effets, à la fois dans le débat politique, comme on l'a vu à droite – même

si tout n'a pas tourné autour de cela – et dans le reste de l'actualité. Ainsi, on a appris récemment que les polices municipales pourraient être armées dorénavant – c'était déjà le cas pour certaines d'entre elles mais des autorisations supplémentaires ont été données. On peut penser également aux manifestations de policiers : si le déclencheur a été l'attaque de deux policiers à Viry-Châtillon, le meurtre d'un policier à Magnanville et les demandes pour des conditions de légitime défense assouplies ont énormément joué.

Le climat terroriste produit des effets réels, concrets sur le plan sécuritaire. On se dirige vers une prolongation de l'état d'urgence et une installation de notre société dans ce nouveau climat sécuritaire.

A ce propos, un nouveau plan Vigipirate a été décidé ce mercredi par le Conseil de la défense...

La création de ce plan illustre la différence avec l'état d'esprit qui prévalait cet été qui mettait la question terroriste au centre de tout. On a le sentiment que la question terroriste a un peu décéléré en termes d'urgence et de priorité absolue mais qu'elle est toujours très présente. Des événements - heureusement à l'issue positive - comme l'arrestation préalable de terroristes, contribuent à venir rappeler aux Français l'imminence et la réalité concrète de la menace.

Le plan Vigipirate répond à un souci d'encourager la vigilance. Par ailleurs, des dispositions techniques, pratiques et logistiques nouvelles permettent de donner plus de latitude, plus de moyens aux forces de l'ordre pour répondre à ce degré de menace.

Le projet d'attentat déjoué et les arrestations à Marseille et Strasbourg ont fait l'objet d'une communication active du gouvernement. Pourquoi communiquer sur cet attentat déjoué en particulier ? N'est-ce pas contre-productif ?

Le traitement médiatique accordé à ces affaires contribue à nourrir et à pérenniser le climat de menace. D'aucuns peuvent s'en féliciter, d'autres s'en plaindre en disant que cela crée de mauvais réflexes dans la société française.

La communication et la couverture médiatique importante accordée à ces opérations ont deux buts.

Premièrement, le gouvernement a à cœur de montrer qu'il est actif, qu'il est sur la brèche en permanence, que les différents services ne chôment pas et que toutes les semaines des attaques et des projets d'attentat sont déjoués. Le gouvernement veut montrer aux Français qu'il est à la hauteur. Par ailleurs, le gouvernement en profite généralement pour faire un bilan rétrospectif, mettant en avant le fait qu'une quarantaine de projets d'attaques de grande ampleur ont été évités depuis le début de l'année.

Deuxièmement, le gouvernement a une visée pédagogique : il cherche à entretenir la vigilance et à montrer que ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu d'attentat depuis quatre mois en France que la situation est apaisée.

Troisièmement, le gouvernement a probablement la certitude qu'il fallait faire acte de transparence et sans doute est-il arrivé à la conclusion que le fait de masquer ce genre d'événements ou d'en dire très peu pourrait les exposer à des risques de communication importants si d'aventure des journalistes obtenaient des informations. Le gouvernement a fait le pari de la transparence : il y a une volonté de jouer carte sur table avec les Français dont on peut lui faire crédit.

-
-
-
-
-
-
-
-